

Message du CNPF sur la nécessité de l'intégration économique européenne (Février 1950)

Légende: En février 1950, face aux critiques des États-Unis concernant les lenteurs de l'intégration européenne, Georges Villiers, président du Comité national du Patronat français (CNPF), relate les difficultés d'un tel projet et rappelle les fondements essentiels sur lesquels doit reposer l'intégration économique de l'Europe.

Source: The National Archives of the United Kingdom, [s.l.], Kew, Richmond, Surrey, TW9 4DU.

<http://www.nationalarchives.gov.uk/>, Records created and inherited by the Foreign Office, FO. Movement for European Unity: collection of statements by British and foreign statesmen and clergy 1950, FO 371/88643.

Copyright: (c) The National Archives of the United Kingdom

URL:

http://www.cvce.eu/obj/message_du_cnpf_sur_la_necessite_de_l_integregation_economique_europeenne_fevrier_1950-fr-6dff6adb-f5ae-40ad-9395-62f472910a6a.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Message du CNPF sur la nécessité de l'intégration économique européenne (Février 1950)

FRANCE

GEORGES VILLIERS

Chairman of the Comité National du Patronat Français

Il est compréhensible que, dans les circonstances actuelles, les Américains s'étonnent de la lenteur avec laquelle se réalise l'unité européenne. Il convient peut-être de leur rappeler qu'il s'agit là d'une tâche difficile puisqu'il faut rassembler des pays séparés les uns des autres par la langue, par de très vieilles traditions historiques, parfois par la religion, enfin par des intérêts qui, trop souvent, semblent s'opposer.

Néanmoins et en dépit de toutes les difficultés, je suis convaincu qu'il existe des perspectives prochaines, sinon immédiates, d'obtenir du Conseil de l'Europe des résultats tangibles dans le sens de l'intégration économique et de l'unité politique.

Les Anglais ont un proverbe admirable: "Where there is a will, there is a way." Or il n'est pas douteux qu'en ce qui concerne la France, les hommes politiques qui ont été envoyés au Conseil de l'Europe ont bien la volonté d'aboutir.

Il ne m'appartient pas de parler ici de l'unité politique de l'Europe, puisque je ne pourrais en traiter qu'en qualité de simple citoyen, mais comme Président du Conseil National du Patronat Français, je tiens à déclarer que le patronat français a compris la nécessité de faire l'Europe.

On doit reconnaître que la suppression d'une bonne partie des limitations d'importations (contingentements) des produits en provenance des autres pays de l'O.E.C.E. risque de placer certaines industries françaises dans une situation difficile, car certaines d'entre elles étaient protégées depuis longtemps par ces contingentements et elles vont devoir soutenir une concurrence d'autant plus rude que les chefs d'entreprise français voient leurs prix de revient grevés par de lourdes charges fiscales et sociales et que certains des produits étrangers qui leur font concurrence bénéficient de matières premières à prix réduits, ou sont offerts à des prix inférieurs à ceux du marché national. C'est pourquoi la France insiste pour que la concurrence qui doit s'établir soit loyale, et que chacun y ait des chances égales. Mais malgré ces problèmes préoccupants nous demeurons convaincus de la nécessité de cette liberté des échanges entre les pays membres de l'O.E.C.E., liberté des échanges qui doit se compléter sans retard par une liberté des transferts monétaires pour les relations commerciales entre ces mêmes pays.

C'est à ces conditions que nous pourrions voir se réaliser en Europe une spécialisation et une standardisation des fabrications et c'est ainsi que nous pourrions réduire les prix de revient, atteindre ainsi de nouvelles couches de consommateurs et relever le niveau de vie des Européens et en particulier, objectif principal celui des classes laborieuses.

Quant aux difficultés entre Etats qui pourraient faire croire que certains d'entre eux sont moins favorables que d'autres à l'unité européenne, je crois qu'il nous faut prouver le Mouvement en marchant et que dès que l'idée européenne aura fait des progrès, aucun des grands Etats ne pourra demeurer en dehors du groupe en voie de formation.